



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE du 06 MARS 2024**

portant prescriptions à la société SAFETY KLEEN FRANCE  
pour son établissement situé Z.A du Hairy, 10 route de Strasbourg à Huttenheim (67230)  
de respecter des prescriptions  
relatives à la protection de l'environnement

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 août 2018 portant prescriptions complémentaires à la société SAFETY KLEEN pour l'exploitation de ses installations situées à Huttenheim, zone d'activité du Hairy ;
- VU le rapport de base IED de la société SAFETY KLEEN pour son site de Huttenheim datant de janvier 2015 ;
- VU l'étude de dangers remise par la société SAFETY KLEEN pour son site de Huttenheim par courrier du 29 février 2016 ;
- VU le rapport du 24 janvier 2024 de la visite du 15 janvier 2024 de l'inspection des installations classées sur le site de SAFETY KLEEN à Huttenheim ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 15 janvier 2024 que les quantités de solvants et de produits lessiviels stockées sur site sont supérieures à celles autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2018 ;

CONSIDÉRANT que les quantités sollicitées dans l'étude de dangers et dans le rapport de base IED sont supérieures à celles reprises dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2018 et que l'arrêté préfectoral comporte une erreur sur ce point qu'il convient de corriger ;

CONSIDÉRANT que le jour de la visite du 15 janvier 2024 les quantités présentes sur le site sont conformes aux quantités indiquées dans l'étude de dangers et dans le dossier de base IED ;

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> - prescriptions à respecter

La société SAFETY KLEEN (siège : 65 avenue Jean Mermoz - 93120 LA COURNEUVE), pour ses installations situées Z.A du Hairy 10 route de Strasbourg à Huttenheim (67230), est tenue de respecter les dispositions suivantes :

Le tableau des rubriques autorisées de l'article 1,1,1 de l'arrêté du 08 août 2018 est remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature et éléments caractéristiques de l'installation	Classement
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	<u>Activité</u> : tri, transit et regroupement de déchets dangereux ou contenant des substances dangereuses : solvants et lessiviels de dégraissage usés et diluants de peinture usés.  1 cuve de lessiviels usagés de 30 m <sup>3</sup> 1 cuve de solvant comprenant 2 compartiments de 35 m <sup>3</sup> 2 Bungalow de stockage diluant de peinture usés : 4 m <sup>3</sup> 1 armoire de stockage de 30m3	Autorisation
2718.1	Installation de transit, regroupement et tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou des préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure à 1 tonne.	Capacité maximale d'entreposage : <b>env 140 m<sup>3</sup> soit env 138 t</b>	Autorisation
1434.1.b	Installation de remplissage, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435, de liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (...) à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées, 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) supérieur ou égal à 5 m <sup>3</sup> /h, mais inférieur à 100 m <sup>3</sup> /h.	Installations de : <ul style="list-style-type: none"> <li>transfert de solvant usagé en cuve vrac dédiée,</li> <li>reconditionnement de solvant neuf en bidons et fûts,</li> <li>déchargement de solvant neuf vers la cuve dédiée.</li> </ul> Débit maximum : <b>12 m<sup>3</sup>/h</b>	Déclaration

### Article 2 - mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

### Article 3 - voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### Article 4 - exécution

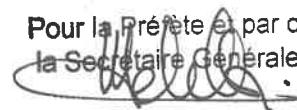
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société SAFETY KLEEN,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la l'exploitant par lettre recommandée avec avis de réception et dont une copie sera adressée :

- à la sous-préfète de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- au maire de Huttenheim.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
la Secrétaire Générale Adjointe



Myriam LEHEILLEIX

